

CONSTRUCTION DE DÉFENSE CANADA

2024-2025
RAPPORT FINANCIER
DU DEUXIÈME
TRIMESTRE DE
L'EXERCICE

CLOS LE 30 SEPTEMBRE 2024

Rapport de gestion et états financiers
intermédiaires résumés non audités

CONSTRUCTION
DE DÉFENSE
CANADA



DEFENCE
CONSTRUCTION
CANADA

TABLE DES MATIÈRES

Rapport de gestion	1
1.0 Importance relative	1
2.0 Profil de la Société	1
3.0 Indicateurs du rendement opérationnel	2
4.0 Gestion des risques	3
5.0 Résultats financiers	4
États financiers intermédiaires résumés non audités	16

RAPPORT DE GESTION

Le présent rapport de gestion dresse un portrait des résultats financiers et des changements opérationnels pour le deuxième trimestre, clos le 30 septembre 2024, de Construction de Défense Canada (la Société ou CDC). Il doit être lu en parallèle avec les états financiers intermédiaires résumés non audités pour la période close le 30 septembre 2024.

La Société a préparé le présent rapport trimestriel conformément aux dispositions de la *Loi sur la gestion des finances publiques*. Selon cette loi, toutes les sociétés d'État fédérales doivent préparer et publier un rapport dans les 60 jours suivant la clôture de chaque trimestre financier. Les présents états financiers ont été préparés conformément à la Norme comptable internationale 34 (IAS 34), *Information financière intermédiaire*, et à la *Directive sur les normes comptables : GC 5200 Rapport financier trimestriel des sociétés d'État* du Conseil du Trésor du Canada et sont présentés en dollars canadiens. La Société recommande également de lire ces renseignements à la lumière des états financiers annuels de la Société pour l'exercice clos le 31 mars 2024 et du rapport de gestion s'y rapportant (le *Rapport annuel 2023-2024*). La direction de CDC est responsable de l'information présentée dans les états financiers intermédiaires résumés non audités ainsi que dans son rapport de gestion.

Dans l'analyse qui suit, toutes les mentions du deuxième trimestre renvoient au trimestre clos le 30 septembre 2024. Toute mention du deuxième trimestre de l'exercice précédent renvoie au trimestre clos le 30 septembre 2023. Toute mention du cumul depuis le début de l'exercice désigne le semestre clos le 30 septembre 2024. Toute mention du cumul annuel de l'exercice précédent désigne le semestre clos le 30 septembre 2023. Toute mention de la clôture de l'exercice précédent renvoie au 31 mars 2024.

1.0 IMPORTANCE RELATIVE

Au moment de déterminer les renseignements à fournir dans le rapport de gestion, la direction applique le principe de l'importance relative. Selon ce principe, la direction considère des renseignements comme importants lorsqu'elle juge que leur omission ou leur inexactitude serait susceptible d'influer sur les décisions que prennent les utilisateurs en se fondant sur les informations financières.

2.0 PROFIL DE LA SOCIÉTÉ

CDC est une société d'État dont l'objectif est de mener à bien l'approvisionnement et la réalisation de projets d'infrastructure et d'environnement de défense. Son mandat premier est de répondre aux besoins en matière d'infrastructure, de biens immobiliers et d'environnement du ministère de la Défense nationale (MDN) et des Forces armées canadiennes (FAC) en offrant des services de consultation, de collaboration, de planification, de prestation et de gestion dans le cadre de marchés de défense.

Depuis sa fondation, CDC fournit un soutien au gouvernement du Canada, y compris à ses ministères et organismes, tant au pays qu'à l'étranger. CDC compte actuellement deux grands clients-partenaires, en l'occurrence le groupe Infrastructure et environnement (IE) du MDN et le Centre de la sécurité des télécommunications. Services partagés Canada (SPC) fait également appel aux services de CDC relativement à son centre de données d'entreprises de la BFC Borden.

Nous sommes fiers de travailler avec le MDN depuis 1951. Cette collaboration nous a permis d'acquérir l'expertise spécialisée et la vaste base de connaissances voulues pour gérer des projets au pays et à l'étranger, tant des projets de type classique que des projets novateurs, allant de simples travaux d'entretien à des projets de construction complexes. De la planification des besoins de projets au déclassement d'installations, le travail de CDC recouvre un large éventail d'activités. Les ressources de la Société en matière de prestation de services se divisent en cinq secteurs de services.

SERVICES DES MARCHÉS

L'équipe des Services des marchés s'occupe de la planification et des marchés pour les biens et pour les services professionnels, environnementaux, immobiliers, de construction et d'entretien.

SERVICES DE GESTION DES MARCHÉS

Le secteur des Services de gestion des marchés participe à l'édification, à la rénovation et à l'entretien d'installations dans le cadre du programme IE du MDN.

SERVICES ENVIRONNEMENTAUX

Le secteur des Services environnementaux aide le MDN à atteindre ses objectifs en matière d'environnement, à se conformer aux exigences de la réglementation en place et à gérer les contrôles diligents et les risques.

SERVICES DE GESTION DES PROJETS ET DES PROGRAMMES

Le secteur des Services de gestion des projets et des programmes conseille sur des questions comme les besoins en infrastructure, la planification des programmes, et le contrôle des calendriers et de la documentation.

SERVICES DE GESTION DES BIENS IMMOBILIERS

L'équipe des Services de gestion des biens immobiliers assure l'entretien efficace de l'infrastructure du MDN en fournissant un soutien tactique et stratégique pendant la totalité du cycle de vie des biens immobiliers.

3.0 INDICATEURS DU RENDEMENT OPÉRATIONNEL

3.1 COÛTS DE LA PRESTATION DES SERVICES DE CDC

Cet indicateur rend compte du coût de la prestation des services axés sur les programmes de CDC, y compris la gestion des marchés, la gestion des projets et des programmes, et les services des marchés, par rapport au montant budgété pour le programme d'infrastructure et d'environnement offert par CDC. La Société s'attend à ce que ces coûts soient de l'ordre de 9 % à 15 % des dépenses de programme réelles des clients-partenaires. Pour ce qui est du cumul annuel jusqu'à ce jour, le coût de la prestation de services axés sur les programmes était de 12 %, une baisse de trois points de pourcentage par rapport à la période correspondante de 2023-2024. Cette baisse est attribuable à un déploiement plus rapide des programmes du MDN.

3.2 TAUX D'UTILISATION DE L'EFFECTIF

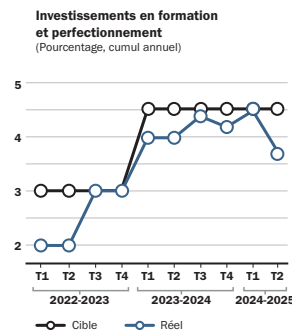
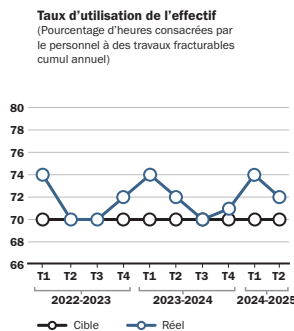
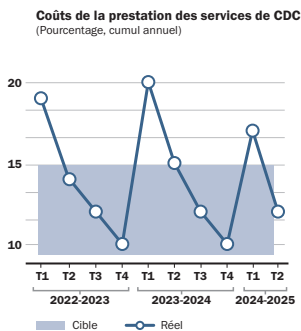
Le taux d'utilisation de l'effectif renvoie au pourcentage d'heures consacrées par le personnel à des fonctions liées à la prestation de services facturables aux clients-partenaires, par opposition aux heures consacrées à des initiatives stratégiques d'entreprise et à des fonctions administratives considérées comme du soutien auxiliaire, ou à des congés payés. Il s'agit là d'un important indicateur d'efficacité et de productivité, et d'un précieux outil de gestion financière.

La Société se fixe un objectif de recouvrement de 70 % des heures de travail des employés auprès des clients-partenaires. Pour l'exercice à ce jour, le taux d'utilisation était de 72 %, un résultat semblable à celui de la période correspondante de 2023-2024.

3.3 INVESTISSEMENTS EN FORMATION ET PERFECTIONNEMENT

La capacité de CDC à bien servir le MDN dépend pour beaucoup des compétences de son personnel, ce qui fait du maintien en poste d'une main-d'œuvre qualifiée et professionnelle un objectif primordial. L'indicateur de rendement de CDC en matière de formation et de perfectionnement est établi à partir du budget annuel de perfectionnement professionnel, lequel représente la somme des charges directes et des charges liées aux heures que consacre le personnel à des activités de formation et de perfectionnement, exprimée en pourcentage de la masse salariale de base. CDC a fixé un objectif global annuel pour les dépenses de formation et de perfectionnement de 4,5 % des charges salariales de base.

En cumul depuis le début de l'exercice, le pourcentage réel a été de 3,7 %, soit une baisse de 0,3 point de pourcentage par rapport à la période correspondante de 2023-2024. Le montant de l'investissement en formation dépend de l'effort requis pour élaborer et maintenir des cours à l'interne, ainsi que du calendrier des activités de perfectionnement professionnel dans diverses régions. Le repli par rapport au cumul annuel de l'exercice précédent s'explique par le fait que les employés ont consacré moins de temps à des activités de formation en 2024-2025.



4.0 GESTION DES RISQUES

Il n'y a pas eu de variation notable sur le plan des risques encourus par la Société, tels que la direction les a définis sous la rubrique 5.0, Gestion des risques, du rapport de gestion du *Rapport annuel 2023-2024* de CDC.

5.0 RÉSULTATS FINANCIERS

5.1 PRODUITS

PRODUITS TIRÉS DES SERVICES FACTURÉS

Les produits tirés des services facturés pour toutes les activités combinées se chiffrent à 47 millions de dollars pour le deuxième trimestre, une hausse de 4 millions de dollars, soit environ 9 %, par rapport au trimestre correspondant de 2023-2024. Pour l'exercice à ce jour, les produits tirés des services facturés s'élèvent à 99 millions de dollars, une hausse de 10 millions de dollars, soit environ 11 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Les augmentations tiennent à une hausse de la demande de services des clients-partenaires, combinée à une augmentation du taux de facturation prévue pour l'année.

En général, les produits tirés des services facturés sont directement corrélés aux dépenses du MDN dans des projets d'IE. Les produits tirés des services facturés augmentent en fonction de la hausse du nombre de projets du MDN et de leur valeur en dollars, et diminuent dans le cas contraire. La nature cyclique du financement du MDN se répercute directement sur la demande à l'égard des services offerts par la Société et, par ricochet, sur les produits tirés des services facturés.

Produits, par activité <i>(en milliers de dollars)</i>	Trimestres clos le 30 septembre		Variation		Semestres clos le 30 septembre		Variation	
	2024	2023	\$	%	2024	2023	\$	%
Gestion des marchés	19 554 \$	17 892 \$	1 662	9 %	40 307 \$	37 218 \$	3 089	8 %
Gestion des projets et des programmes	11 216	10 717	499	5 %	24 011	22 053	1 958	9 %
Soutien technique en matière de biens immobiliers	5 314	4 864	450	9 %	11 232	9 819	1 413	14 %
Passation de marchés	3 679	3 367	312	9 %	7 516	6 917	599	9 %
Soutien technique en matière de construction	3 837	3 224	613	19 %	7 981	6 283	1 698	27 %
Soutien technique en matière d'environnement	3 630	3 307	323	10 %	7 477	6 648	829	12 %
Total des produits tirés des services facturés	47 230 \$	43 371 \$	3 859	9 %	98 524 \$	88 938 \$	9 586	11 %

Gestion des marchés

Les produits tirés de la gestion des marchés ont progressé de 9 % au deuxième trimestre et de 8 % depuis le début de l'exercice par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent. Cette progression tient à l'accroissement de la demande des clients-partenaires (qui représente respectivement 5,75 et 4,75 points de pourcentage des hausses) et à la majoration des taux de facturation (qui représente 3,25 points de pourcentage de chaque augmentation).

Gestion des projets et des programmes

Les produits découlant de la gestion des projets et des programmes ont cru de 5 % au deuxième trimestre et de 9 % depuis le début de l'exercice par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent. Cette augmentation est attribuable à la hausse de la demande des clients-partenaires (qui représente respectivement 1,75 et 5,75 points de pourcentage des hausses) et à la majoration des taux de facturation (qui représente 3,25 points de pourcentage de chaque augmentation).

Soutien technique en matière de biens immobiliers

Les produits tirés du soutien technique en matière de biens immobiliers ont progressé de 9 % au deuxième trimestre et de 14 % depuis le début de l'exercice par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent. Cette hausse découle de l'accroissement de la demande de services liés à la gestion des installations et du portefeuille (qui représente respectivement 5,75 et 10,75 points de pourcentage des hausses) et de la majoration des taux de facturation (qui représente 3,25 points de pourcentage de chaque augmentation).

Passation de marchés

Les produits tirés de la passation de marchés ont augmenté de 9 % au deuxième trimestre et depuis le début de l'exercice par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent. Cette progression est due à l'accroissement de la demande des clients-partenaires (qui représente 5,75 points de pourcentage des hausses pour les deux périodes) et à la majoration des taux de facturation (qui représente 3,25 points de pourcentage de chaque augmentation).

Soutien technique en matière de construction

Les produits tirés du soutien technique en matière de construction ont augmenté de 19 % au deuxième trimestre et de 27 % en cumul annuel depuis le début de l'exercice par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent. Cette augmentation vient de la hausse de la demande des clients-partenaires (qui représente respectivement 15,75 et 23,75 points de pourcentage des hausses) et de la majoration des taux de facturation (qui représente 3,25 points de pourcentage de chaque augmentation).

Soutien technique en matière d'environnement

Les produits tirés du soutien technique en matière d'environnement ont crû de 10 % au deuxième trimestre et de 12 % en cumul annuel depuis le début de l'exercice par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent. Cette hausse est le fait de l'accroissement de la demande (qui représente respectivement 6,75 et 8,75 points de pourcentage des hausses) et de la majoration des taux de facturation (qui représente 3,25 points de pourcentage de chaque augmentation).

PRODUITS FINANCIERS

Les produits financiers que la Société dégage de ses placements et du solde moyen de son compte bancaire ont augmenté de 105 000 \$, ou environ 16 %, au deuxième trimestre, par rapport au deuxième trimestre de l'exercice précédent. Pour l'exercice à ce jour, les produits financiers ont augmenté de 331 000 \$, ou 27 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Les augmentations pour les deux périodes sont dues au taux de rendement plus élevé découlant de la hausse des taux d'intérêt et à un solde de trésorerie et de placements plus élevé. Le solde des placements au 30 septembre 2024 était supérieur de 8 % à celui au 30 septembre 2023, tandis que le solde de la trésorerie était supérieur de 53 % pour la même période.

(en milliers de dollars)	Trimestres clos le		Variation		Semestres clos le		Variation	
	30 septembre	2023	\$	%	30 septembre	2023	\$	%
Produits financiers	754	649	105	16 %	1 549	1 218	331	27 %

5.2 CHARGES

SALAIRES ET AVANTAGES DU PERSONNEL

Les salaires totalisent 33 millions de dollars au deuxième trimestre, en hausse de trois millions de dollars, ou environ 10 %, par rapport au deuxième trimestre de l'exercice précédent. Pour le cumul de l'exercice, les salaires totalisent 68 millions de dollars, en hausse de 7 millions de dollars, ou environ 11 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Ces augmentations sont principalement attribuables à une hausse d'environ 7 % de l'effectif (ou 84 équivalents temps plein) par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, en raison du renforcement de la demande des clients-partenaires. Le reste de l'augmentation tient à la hausse prévue de la masse salariale annuelle, liée aux facteurs économiques et à la rémunération au rendement.

Au deuxième trimestre, les avantages du personnel ont totalisé 9 millions de dollars, une augmentation de 1 million de dollars, ou environ 15 % par rapport au deuxième trimestre de l'exercice précédent. Pour le cumul de l'exercice, les avantages du personnel totalisent 19 millions de dollars, en hausse de 2 millions de dollars, ou environ 14 % par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Cette progression s'explique par la croissance de l'effectif de la Société et une hausse du coût des avantages sociaux futurs.

	Trimestres clos le		Variation		Semestres clos le		Variation	
	30 septembre				30 septembre			
(en milliers de dollars)	2024	2023	\$	%	2024	2023	\$	%
Salaires	32 893 \$	29 810 \$	3 083	10 %	68 489 \$	61 528 \$	6 961	11 %
Avantages du personnel	8 543	7 397	1 146	15 %	18 500	16 196	2 304	14 %
Total des salaires et avantages du personnel	41 436 \$	37 207 \$	4 229	11 %	86 989 \$	77 724 \$	9 265	12 %
Avantages du personnel en pourcentage de la masse salariale	26 %	25 %			27 %	26 %		

CHARGES OPÉRATIONNELLES ET FRAIS D'ADMINISTRATION

Les charges opérationnelles et frais d'administration ont totalisé 3 millions de dollars au deuxième trimestre, soit une baisse d'environ 2 % par rapport au deuxième trimestre de l'exercice précédent. En cumul depuis le début de l'exercice, les charges opérationnelles et frais d'administration s'élèvent à 7 millions de dollars, une hausse de 4 % environ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Divers facteurs expliquent ces charges.

	Trimestres clos le 30 septembre		Variation		Semestres clos le 30 septembre		Variation		Analyse de la variation
	2024	2023	\$	%	2024	2023	\$	%	
(en milliers de dollars)									
Services infonuagiques	605 \$	572 \$	33	6 %	1 150 \$	1 122 \$	28	2 %	Les variations sont négligeables.
Entretien de logiciels	502	472	30	6 %	1 019	919	100	11 %	Au deuxième trimestre, la variation est négligeable. L'augmentation depuis le début de l'exercice est attribuable à l'augmentation de l'effectif nécessaire pour répondre à la demande de services accrue de la part des clients-partenaires.
Services professionnels	399	383	16	4 %	989	824	165	20 %	Au deuxième trimestre, la variation est négligeable. L'augmentation depuis le début de l'exercice est attribuable aux dépenses engagées pour les services d'audit interne, ainsi que pour les services de consultation techniques à l'appui du remplacement du système de planification des ressources d'entreprise.
Location de matériel	342	262	80	31 %	623	472	151	32 %	Les augmentations sont attribuables aux contrats de location de matériel informatique pour les nouveaux employés nécessaires pour répondre à la demande accrue des clients-partenaires.
Formation et perfectionnement des employés	318	325	(7)	-2 %	761	674	87	13 %	Au deuxième trimestre, la variation est négligeable. La variation depuis le début de l'exercice est attribuable à l'organisation d'un forum régional pour les secteurs de services au cours de l'exercice considéré.
Coûts d'exploitation d'installations louées	213	244	(31)	-13 %	507	514	(7)	-1 %	La baisse constatée au deuxième trimestre est attribuable à une allocation pour améliorations locatives et à un recouvrement des coûts opérationnels au cours de l'exercice considéré. La variation en cumul depuis le début de l'exercice est négligeable.

CHARGES OPÉRATIONNELLES ET FRAIS D'ADMINISTRATION (SUITE)

	Trimestres clos le 30 septembre		Variation		Semestres clos le 30 septembre		Variation		Analyse de la variation
	2024	2023	\$	%	2024	2023	\$	%	
(en milliers de dollars)									
Téléphonie et communications de données	177	170	7	4 %	324	335	(11)	-3 %	Les variations sont négligeables.
Services, fournitures et matériel de bureau	152	159	(7)	-4 %	316	308	8	3 %	Les variations sont négligeables.
Déplacements	149	156	(7)	-4 %	330	370	(40)	-11 %	Au deuxième trimestre, la variation est négligeable. La diminution depuis le début de l'exercice est attribuable à un effort soutenu de réduction des frais de déplacement par la diminution du nombre de réunions en personne et l'adoption d'un mode de travail hybride.
Services et communications clients	128	118	10	8 %	241	217	24	11 %	Au deuxième trimestre, la variation est négligeable. L'augmentation depuis le début de l'exercice est due à la demande accrue de services de vidéographie et de photographie.
Réinstallation de personnel	99	80	19	24 %	125	109	16	15 %	Les augmentations sont attribuables à la relocalisation d'employés actuels.
Recrutement	73	75	(2)	-3 %	168	217	(49)	-23 %	Au deuxième trimestre, la variation est négligeable. La diminution depuis le début de l'exercice est attribuable à des paiements uniques pour le placement d'employés au cours de la période correspondante de l'exercice précédent et à une initiative de promotion de la marque de l'employeur au cours de la période correspondante de l'exercice précédent.
Mobilier et équipement	59	221	(162)	-73 %	83	251	(168)	-67 %	Les diminutions sont attribuables à l'achat, au cours de l'exercice précédent, de mobilier et d'équipement pour le Bureau régional du Pacifique.

CHARGES OPÉRATIONNELLES ET FRAIS D'ADMINISTRATION (SUITE)

	Trimestres clos le 30 septembre		Variation		Semestres clos le 30 septembre		Variation		Analyse de la variation
	2024	2023	\$	%	2024	2023	\$	%	
(en milliers de dollars)									
Accueil	48	40	8	20 %	134	104	30	29 %	Au deuxième trimestre, la variation est négligeable. La hausse depuis le début de l'exercice est attribuable à l'augmentation du nombre d'initiatives de formation achevées au cours de l'exercice considéré et à des augmentations inflationnistes des coûts de la nourriture et des boissons.
Matériel informatique	44	71	(27)	-38 %	60	87	(27)	-31 %	Les baisses sont attribuables à l'achat non récurrent de matériel informatique au cours de l'exercice précédent.
Abonnements et adhésions	29	33	(4)	-12 %	60	58	2	3 %	Les variations sont négligeables.
Autres	14	17	(3)	-18 %	22	23	(1)	-4 %	Les variations sont négligeables.
Poste et transport de marchandises	10	12	(2)	-17 %	15	17	(2)	-12 %	Les variations sont négligeables.
Améliorations locatives	4	—	4	—	4	—	4	—	Les variations sont négligeables.
Logiciels	1	37	(36)	-97 %	71	103	(32)	-31 %	Au deuxième trimestre, la diminution est attribuable à l'achat de licences de gestion de documents au cours de l'exercice précédent. La diminution constatée depuis le début de l'exercice est attribuable à l'achat d'une licence de machine virtuelle au cours de l'exercice précédent.
Total des charges opérationnelles et frais d'administration	3 366	3 447	(81)	-2 %	7 002	6 724	278	4 %	

DOTATION AUX AMORTISSEMENTS

La dotation aux amortissements a augmenté de 6 %, ou de 26 000 \$, au deuxième trimestre, et de 9 %, ou de 73 000 \$, pour l'exercice à ce jour comparativement à l'exercice précédent. L'amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation a diminué de 3 %, ou de 9 000 \$, au deuxième trimestre, et de 3 000 \$ pour l'exercice à ce jour, comparativement à l'exercice précédent, en raison principalement des allocations pour améliorations locatives liées aux baux du siège social et du Bureau régional du Pacifique. L'amortissement des immobilisations corporelles a augmenté de 20 %, ou de 22 000 \$, au deuxième trimestre, et de 23 %, ou de 51 000 \$, pour l'exercice à ce jour, comparativement à l'exercice précédent, surtout en raison des améliorations locatives apportées au nouveau Bureau régional du Pacifique. L'amortissement des immobilisations incorporelles a augmenté de 325 %, ou de 13 000 \$, au deuxième trimestre, et de 278 %, ou de 25 000 \$, pour l'exercice à ce jour, comparativement à l'exercice précédent, en raison de l'achat d'un logiciel d'accès à l'information et de protection des renseignements personnels (AIPRP).

	Trimestres clos le		Variation		Semestres clos le		Variation	
	30 septembre		\$	%	30 septembre		\$	%
<i>(en milliers de dollars)</i>	2024	2023			2024	2023		
Amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation	303 \$	312 \$	(9)	-3 %	608 \$	611 \$	(3)	0 %
Amortissement des immobilisations corporelles	134	112	22	20 %	269	218	51	23 %
Amortissement des immobilisations incorporelles	17	4	13	325 %	34	9	25	278 %
Total de la dotation aux amortissements	454 \$	428 \$	26	6 %	911 \$	838 \$	73	9 %

5.3 RÉSULTAT NET ET RÉSULTAT GLOBAL

Le résultat net et le résultat global du trimestre considéré sont de 3 millions de dollars, une baisse de 211 000 \$, ou de 7 %, par rapport au deuxième trimestre de l'exercice précédent. En cumul depuis le début de l'exercice, la Société a enregistré un résultat net et un résultat global de 5 millions de dollars, une hausse de 285 000 \$, ou de 6 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. La baisse du résultat net au deuxième trimestre est attribuable à la croissance des salaires et des avantages du personnel découlant de l'augmentation des ETP et de l'augmentation annuelle des salaires. Ces facteurs ont été compensés partiellement par la hausse de la demande à l'égard des services de CDC, ainsi que par la majoration prévue des taux de facturation. La progression du résultat net depuis le début de l'exercice est attribuable à la hausse de la demande à l'égard des services de CDC, ainsi qu'à la majoration prévue des taux de facturation. Ces facteurs ont été partiellement contrebalancés par l'augmentation des ETP et par l'augmentation annuelle des salaires, ainsi que par l'augmentation des coûts opérationnels.

	Trimestres clos le		Variation		Semestres clos le		Variation	
	30 septembre		\$	%	30 septembre		\$	%
<i>(en milliers de dollars)</i>	2024	2023			2024	2023		
Résultat net et résultat global	2 663 \$	2 874 \$	(211)	-7 %	5 039 \$	4 754 \$	285	6 %

5.4 TRÉSORERIE ET RESSOURCES EN CAPITAL

La politique de gestion financière et de gestion de la trésorerie de CDC est expliquée dans le *Rapport annuel 2023-2024*.

TRÉSORERIE, ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE ET PLACEMENTS

La trésorerie, les équivalents de trésorerie et les placements totalisaient 74 millions de dollars au 30 septembre 2024, soit une hausse de 5 millions de dollars, ou de 7 %, par rapport au 31 mars 2024.

Au 30 septembre 2024, le solde de trésorerie et d'équivalents de trésorerie s'élevait à 31 millions de dollars, une hausse de 5 millions de dollars, ou de 20 % par rapport au 31 mars 2024. Au cours du semestre suivant le 31 mars 2024, la Société a enregistré des rentrées de 5 millions de dollars provenant des activités d'exploitation, consacré 85 000 \$ aux dépenses d'investissement, racheté des placements pour un montant net de 736 000 \$ et payé 458 000 \$ au titre des obligations locatives.

Au 30 septembre 2024, le solde de trésorerie global de CDC se situait dans la fourchette ciblée de 22 à 30 millions de dollars pour ses réserves de fonctionnement pour 2024-2025.

Au 30 septembre 2024, les placements (courants et non courants) totalisaient 43 millions de dollars, une baisse de 626 000 \$ par rapport à la clôture de l'exercice 2023-2024. La baisse est attribuable au fait que le rachat d'obligations en septembre 2024 n'a pas encore été réinvesti.

Les placements sont composés d'actifs financiers non dérivés assortis de paiements fixes ou calculables et d'une échéance fixe. La Société investit actuellement dans des obligations cotées, des certificats de placement garanti et des fonds communs de placement qui sont comptabilisés au coût et amortis selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les placements détenus sont cohérents avec la politique de placement approuvée par le conseil d'administration. La Société entend les détenir jusqu'à leur échéance.

CRÉANCES CLIENTS

Les créances clients représentent les montants à recevoir de clients-partenaires de CDC, notamment le MDN. Au 30 septembre 2024, les créances clients totalisaient 37 millions de dollars, une hausse de 1 million de dollars, ou de 4 %, par rapport au 31 mars 2024. L'augmentation est attribuable à l'accroissement des produits provenant des clients-partenaires, découlant de la hausse des taux et du volume de facturation. Toutes les créances clients sont considérées comme entièrement recouvrables.

PASSIFS COURANTS

Les passifs courants totalisaient 29 millions de dollars au 30 septembre 2024, une hausse de 4 millions de dollars, ou de 15 %, par rapport au 31 mars 2024. L'augmentation des passifs courants est principalement due à l'accroissement des produits comptabilisés d'avance et au calendrier des paiements des fournisseurs.

Trésorerie et ressources en capital <i>(en milliers de dollars)</i>	Au		Variation	
	30 septembre 2024	31 mars 2024	\$	%
Trésorerie et équivalents de trésorerie	31 372 \$	26 169 \$	5 203	20 %
Placements	42 748	43 374	(626)	-1 %
Trésorerie, équivalents de trésorerie et placements	74 120 \$	69 543 \$	4 577	7 %
Créances clients	36 628 \$	35 194 \$	1 434	4 %
Passifs courants	29 406 \$	25 581 \$	3 825	15 %

5.5 AVANTAGES DU PERSONNEL

DCC inscrit une obligation liée au coût estimatif des congés de maladie qui restent dans un régime de congés de maladie réduit (remplacé par un régime de prestations d'invalidité de courte durée), ainsi que des prestations de retraite pour ses employés actifs, et des prestations de soins de santé, de soins dentaires et d'assurance-vie pour ses retraités. Ce passif est estimé par calcul actuariel. Au 30 septembre 2024, la charge à payer au titre des avantages du personnel s'élevait à 41 millions de dollars, une hausse de 2 millions de dollars, ou d'environ 5 %, par rapport au 31 mars 2024.

Dans l'ensemble, le passif a augmenté parce que le coût des services rendus au cours de la période (1 million de dollars) et l'intérêt sur la valeur actualisée de l'obligation (1 million de dollars) étaient supérieurs aux primes payées au titre des avantages du personnel (279 000 \$).

<i>(en milliers de dollars)</i>	Au		Variation	
	30 septembre 2024	31 mars 2024	\$	%
Partie courante	858 \$	781 \$	77	10 %
Partie non courante	39 961	38 085	1 876	5 %
Total des avantages du personnel	40 819 \$	38 866 \$	1 953	5 %

5.6 DÉPENSES D'INVESTISSEMENT

La Société n'a enregistré aucune dépense d'investissement au deuxième trimestre, contre des dépenses de 1 million de dollars au deuxième trimestre de l'exercice précédent. Cette diminution est principalement attribuable au début de la location du Bureau régional du Pacifique au deuxième trimestre de l'exercice précédent. Pour le premier semestre, la Société a enregistré un solde de dépenses d'investissement négatif de 69 000 \$, contre des dépenses d'investissement de 2 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. Cette diminution est principalement attribuable à une allocation pour améliorations locatives obtenue au premier semestre, ce qui a réduit les paiements totaux relatifs au bail, ainsi qu'au début de la location du Bureau régional du Pacifique et aux coûts des travaux liés aux améliorations locatives connexes au cours de la période correspondante de l'exercice précédent.

	Trimestres clos le				Semestres clos le			
	30 septembre		Variation		30 septembre		Variation	
(en milliers de dollars)	2024	2023	\$	%	2024	2023	\$	%
Mobilier et équipement	— \$	7 \$	(7)	-100 %	34 \$	7 \$	27	386 %
Améliorations locatives	—	413	(413)	-100 %	—	937	(937)	-100 %
Actifs au titre de droits d'utilisation	—	1 014	(1 014)	-100 %	(103)	1 165	(1 268)	*
Total des dépenses d'investissement	— \$	1 434 \$	(1 434)	-100 %	(69) \$	2 109 \$	(2 178)	*

*La variation est négligeable.

5.7 COMPARAISON DES RÉALISATIONS AUX PROJECTIONS

Le tableau ci-après compare les résultats réels de la Société en cumul depuis le début de l'exercice aux projections figurant dans le Plan d'entreprise (le Plan). Les résultats réels de la Société en comparaison aux projections du Plan sont en général meilleurs que prévu.

Les produits tirés des services facturés sont de 2 % supérieurs au Plan. Cette hausse s'explique par une demande plus forte que prévu pour ces services de la part des clients-partenaires.

Les frais de déplacement et les décaissements recouverts ont été de 21 % supérieurs aux projections du Plan, en raison d'un renforcement des exigences en matière de déplacements.

Les produits financiers ont été de 15 % supérieurs aux projections du Plan, en raison de soldes de trésorerie et de placements plus élevés que prévu.

Les coûts au titre des salaires et des avantages du personnel ont été supérieurs de 2 % aux prévisions du plan. Les salaires ont été plus élevés que prévu en raison d'augmentations salariales et économiques annuelles plus élevées que prévu.

Les charges opérationnelles et les frais d'administration ont été de 16 % inférieurs aux projections. Cette baisse tient principalement aux niveaux plus bas que prévu de formation et de perfectionnement des employés, au calendrier des dépenses au titre du mobilier et de l'équipement et au titre des services professionnels, ainsi qu'à un effort soutenu de réduire les frais de déplacement.

La dotation aux amortissements a été inférieure de 24 % aux prévisions du Plan. Les achats de matériel informatique ont été principalement des éléments de dépenses d'exploitation plutôt que des éléments de dépenses d'investissement, comme prévu initialement. Ce changement a entraîné une diminution de 2 millions de dollars des dépenses d'investissement. La dotation aux amortissements devrait donc être inférieure aux prévisions pour l'ensemble de l'exercice.

Le résultat net et le résultat global ont été de 3 millions de dollars supérieurs aux projections du Plan, en raison d'une plus forte demande, et des charges opérationnelles et frais d'administration moins élevés que prévu. Cette hausse a été partiellement contrebalancée par des salaires et avantages du personnel plus élevés que prévu.

Les dépenses d'investissement ont été inférieures de 102 % aux prévisions, car les achats de matériel informatique prévus étaient principalement des dépenses d'exploitation plutôt que des dépenses d'investissement et ont coûté moins cher.

	Semestre clos le 30 septembre 2024		Variation	
	Réel	Plan d'entreprise	\$	%
<i>(en milliers de dollars)</i>				
Produits				
Produits tirés des services facturés	98 524 \$	96 339 \$	2 185	2 %
Frais de déplacement et décaissements recouverts	1 915	1 585	330	21 %
Produits financiers	1 549	1 344	205	15 %
Produits totaux	101 988 \$	99 268 \$	2 720	3 %
Charges				
Salaires et avantages du personnel	86 989 \$	85 584 \$	1 405	2 %
Charges opérationnelles et frais d'administration	7 002	8 313	(1 311)	-16 %
Frais de déplacement et décaissements	1 915	1 585	330	21 %
Dotation aux amortissements	911	1 202	(291)	-24 %
Charges financières	132	128	4	3 %
Total des charges	96 949 \$	96 812 \$	137	0 %
Résultat net et résultat global	5 039 \$	2 456 \$	2 583	105 %
Dépenses d'investissement	(69) \$	3 149 \$	(3 218)	-102 %

5.8 CHARGES LIÉES AUX MARCHÉS, PAR RÉGION

Les charges liées aux marchés exécutés par la Société dans le cadre du programme du MDN pour le premier semestre ont augmenté de 134 millions de dollars, soit 30 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Cette augmentation est principalement attribuable à une mise en œuvre plus rapide du programme du MDN par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. On s'attend à ce que le programme du MDN pour 2024-2025 donne des résultats semblables à ceux de 2023-2024.

<i>(en milliers de dollars)</i>	Semestres clos le		Variation	
	30 septembre		\$	%
Région	2024	2023		
Capitale nationale	150 782 \$	95 026 \$	55 756	59 %
Québec	116 532	85 874	30 658	36 %
Atlantique	93 781	55 302	38 479	70 %
Ouest	92 779	59 415	33 364	56 %
Ontario	84 673	99 243	(14 570)	-15 %
Pacifique	49 014	58 623	(9 609)	-16 %
Total des charges liées aux marchés	587 561 \$	453 483 \$	134 078	30 %

ÉTATS FINANCIERS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS NON AUDITÉS

DÉCLARATION DE RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des présents états financiers intermédiaires résumés conformément à la Norme comptable internationale IAS 34, *Information financière intermédiaire*, et à la *Directive sur les normes comptables : GC 5200 Rapports financiers trimestriels des sociétés d'État* du Conseil du Trésor du Canada, ainsi que des contrôles internes qu'elle considère comme nécessaires à la préparation d'états financiers intermédiaires résumés exempts d'anomalies significatives. La direction veille aussi à ce que tous les autres renseignements fournis dans le présent rapport financier trimestriel concordent, s'il y a lieu, avec les états financiers intermédiaires résumés. À notre connaissance, les présents états financiers intermédiaires résumés non audités donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière, des résultats d'exploitation et des flux de trésorerie de la Société, à la date et pour les périodes visées dans les états financiers intermédiaires résumés.

Original signé par

Derrick Cheung
Président et premier dirigeant

Marie-Josée Lacombe, CPA
*Vice-présidente, Finances et
Ressources humaines,
et chef des Finances*

Ottawa, Canada
Le 29 novembre 2024

ÉTAT INTERMÉDIAIRE RÉSUMÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE

(en milliers de dollars)	Notes	Au	
		30 septembre 2024	31 mars 2024
Actifs			
Trésorerie et équivalents de trésorerie		31 372 \$	26 169 \$
Placements	6, 14	8 669	5 740
Produits à recevoir	9	2 828	—
Créances clients	14	36 628	35 194
Charges payées d'avance et autres actifs		2 676	1 300
Autres créances	14	3 020	1 887
Actifs courants		85 193 \$	70 290 \$
Placements	6, 14	34 079	37 634
Immobilisations corporelles	7	2 385	2 620
Immobilisations incorporelles		127	161
Actifs au titre de droits d'utilisation	13	5 783	6 494
Actifs non courants		42 374 \$	46 909 \$
Total de l'actif		127 567 \$	117 199 \$
Passifs			
Fournisseurs et dettes diverses	14	24 347 \$	22 907 \$
Produits comptabilisés d'avance	9	3 417	920
Avantages du personnel	8	858	781
Obligations locatives	13	784	973
Passifs courants		29 406 \$	25 581 \$
Avantages du personnel	8	39 961	38 085
Obligations locatives	13	5 896	6 268
Passifs non courants		45 857 \$	44 353 \$
Total du passif		75 263 \$	69 934 \$
Capitaux propres			
Capital-actions : autorisé (1 000 actions ordinaires sans valeur nominale); émis (32 actions ordinaires)		—	—
Résultats non distribués		52 304	47 265
Total des capitaux propres		52 304 \$	47 265 \$
Total du passif et des capitaux propres		127 567 \$	117 199 \$

Engagements : Voir la note 13. Passifs éventuels : Voir la note 15.

Les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers intermédiaires résumés.

ÉTAT INTERMÉDIAIRE RÉSUMÉ DU RÉSULTAT ET DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL

(en milliers de dollars)	Notes	Trimestres clos le 30 septembre		Semestres clos le 30 septembre	
		2024	2023	2024	2023
Produits tirés des services facturés	9	47 230 \$	43 371 \$	98 524 \$	88 938 \$
Frais de déplacement et décaissements recouvrés		1 196	855	1 915	2 006
Produits financiers		754	649	1 549	1 218
Produits totaux		49 180	44 875	101 988	92 162
Salaires et avantages du personnel		41 436	37 207	86 989	77 724
Charges opérationnelles et frais d'administration	10	3 366	3 447	7 002	6 724
Frais de déplacement et décaissements		1 196	855	1 915	2 006
Amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation	13	303	312	608	611
Amortissement des immobilisations corporelles	7	134	112	269	218
Amortissement des immobilisations incorporelles		17	4	34	9
Charges financières	13	65	64	132	116
Total des charges		46 517	42 001	96 949	87 408
Résultat net et résultat global		2 663 \$	2 874 \$	5 039 \$	4 754 \$

Les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers intermédiaires résumés.

ÉTAT INTERMÉDIAIRE RÉSUMÉ DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES

(en milliers de dollars)	Trimestres clos le 30 septembre		Semestres clos le 30 septembre	
	2024	2023	2024	2023
Capital-actions	— \$	— \$	— \$	— \$
Résultats non distribués				
Solde à l'ouverture de la période	49 641	41 983	47 265	40 103
Résultat net et résultat global	2 663	2 874	5 039	4 754
Solde à la clôture de la période	52 304 \$	44 857 \$	52 304 \$	44 857 \$
Capitaux propres	52 304 \$	44 857 \$	52 304 \$	44 857 \$

TABLEAU INTERMÉDIAIRE RÉSUMÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE

	Notes	Trimestres clos le		Semestres clos le	
		30 septembre	2023	30 septembre	2023
<i>(en milliers de dollars)</i>					
Flux de trésorerie liés aux activités de fonctionnement					
Résultat net		2 663 \$	2 874 \$	5 039 \$	4 754 \$
Ajustements de rapprochement du résultat net aux flux de trésorerie liés aux activités de fonctionnement					
Charge au titre des avantages du personnel	8	1 117	998	2 232	1 997
Avantages du personnel versés	8	(144)	(131)	(279)	(361)
Amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation	13	303	312	608	611
Amortissement des immobilisations corporelles	7	134	112	269	218
Amortissement des immobilisations incorporelles		17	4	34	9
Accroissement des primes d'investissement		(67)	(55)	(133)	(97)
Amortissement des primes d'investissement		11	12	23	30
Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement opérationnel					
Créances clients		1 644	542	(1 434)	(3 212)
Autres créances		(1 180)	65	(1 133)	(279)
Charges payées d'avance et autres actifs		299	323	(1 376)	(362)
Produits à recevoir		(112)	(519)	(2 828)	(2 989)
Fournisseurs et dettes diverses		(102)	(4 375)	1 491	2 707
Produits comptabilisés d'avance		795	1 227	2 497	2 848
Flux de trésorerie nets liés aux activités de fonctionnement		5 378 \$	1 389 \$	5 010 \$	5 874 \$
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement					
Acquisition d'immobilisations corporelles		—	(575)	(85)	(967)
Acquisition de placements		(1 000)	(1 000)	(1 000)	(2 400)
Rachat et cession de placements	6	1 736	920	1 736	2 106
Flux de trésorerie nets liés aux activités d'investissement		736 \$	(655) \$	651 \$	(1 261) \$
Flux de trésorerie liés aux activités de financement					
Remboursement d'obligations locatives	13	(226)	(335)	(458)	(656)
Flux de trésorerie nets liés aux activités de financement		(226) \$	(335) \$	(458) \$	(656) \$
Augmentation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie au cours de la période		5 888	399	5 203	3 957
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période		25 484	20 121	26 169	16 563
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de la période		31 372 \$	20 520 \$	31 372 \$	20 520 \$

Renseignements supplémentaires sur les flux de trésorerie : Voir la note 11.

Les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers intermédiaires résumés.

AVIS AUX LECTEURS

Les présents états financiers intermédiaires résumés n'ont pas fait l'objet d'un audit ni d'un examen de la part d'un auditeur externe et doivent être lus en parallèle avec les états financiers les plus récents pour l'exercice clos le 31 mars 2024 ainsi qu'avec le rapport de gestion figurant dans le présent rapport financier intermédiaire.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS

Sauf indication contraire, tous les montants sont exprimés en milliers de dollars canadiens.

1. DESCRIPTION DES ACTIVITÉS ET DES OBJECTIFS

Construction de défense (1951) Limitée (« la Société ») a été constituée en 1951 en vertu de la *Loi sur les compagnies* en conformité avec les pouvoirs conférés par la *Loi sur la production de défenses* et poursuit ses activités en vertu de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions*. La Société a son siège au 350, rue Albert, Ottawa (Ontario), Canada. Il s'agit d'une société d'État mandataire nommée à la partie 1 de l'annexe III de la *Loi sur la gestion des finances publiques*. En 1980, dans le cadre du Programme de coordination de l'image de marque, la Société a reçu le titre d'usage « Construction de Défense Canada ». Depuis 1996, la Société relève du ministre des Services publics et de l'Approvisionnement.

Elle a pour mandat de fournir des services professionnels ainsi que des services d'approvisionnement, de construction, d'exploitation et d'entretien en appui à la défense du Canada. Ses services s'adressent surtout au ministère de la Défense nationale (MDN). La Société fournit également des services à l'Agence de logement des Forces canadiennes, au Centre de la sécurité des télécommunications, à Services partagés Canada et à Services publics et Approvisionnement Canada. Les produits de son exploitation sont tirés de la facturation d'honoraires et de frais en échange des services fournis.

2. MODE DE PRÉPARATION ET DE PRÉSENTATION

La Société a préparé les présents états financiers intermédiaires résumés conformément à la Norme comptable internationale IAS 34, *Information financière intermédiaire*, publiée par le Conseil des normes comptables internationales (CNCI), et la *Directive du Conseil du Trésor du Canada sur les normes comptables : GC 5200, Rapports financiers trimestriels des sociétés d'État*. Comme l'autorise IAS 34, ces états financiers intermédiaires sont résumés et ne comprennent pas toutes les informations à fournir dans des états financiers annuels. Ils doivent être lus parallèlement avec les états financiers audités de la Société pour l'exercice clos le 31 mars 2024 et le rapport de gestion du présent trimestre.

Les états financiers intermédiaires résumés ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS) en vigueur au moment de leur préparation. Ils ont été établis au coût historique, sous réserve des exceptions autorisées par les IFRS et sauf indication contraire dans les présentes notes.

3. SOMMAIRE DES MÉTHODES COMPTABLES

Les présents états financiers intermédiaires résumés suivent les mêmes méthodes comptables et méthodes de calcul que celles décrites dans les notes des états financiers audités de la Société pour l'exercice clos le 31 mars 2024. Sauf indication contraire, les méthodes comptables ont été appliquées d'une manière uniforme à toutes les périodes visées.

4. ESTIMATIONS COMPTABLES CRITIQUES

Selon les méthodes comptables de la Société, la direction est appelée à poser des jugements et à formuler des estimations et des hypothèses concernant la valeur comptable des actifs et des passifs qu'elle ne peut facilement déterminer à partir d'autres sources. Les estimations et les hypothèses s'y rattachant sont fondées sur les antécédents ainsi que sur d'autres facteurs considérés comme pertinents dans les circonstances. Les résultats réels pourraient différer à terme des jugements, des estimations et des hypothèses ici retenus.

Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont révisées à intervalles réguliers. Les révisions d'estimations comptables sont comptabilisées au cours de la période où ces révisions sont apportées si ces révisions ont une incidence sur cette période uniquement, ou au cours de la période de révision et des périodes ultérieures si les révisions se répercutent sur les périodes courantes et subséquentes. Les jugements critiques et les principales sources d'incertitude relatives aux estimations figurent dans les notes des états financiers annuels de la Société pour l'exercice clos le 31 mars 2024.

5. NORMES, MODIFICATIONS ET INTERPRÉTATIONS

La Société surveille activement les normes nouvelles et modifiées du CNCI. Le CNCI n'a pas publié de telles normes qui auraient une incidence sur les états financiers intermédiaires résumés de la Société.

6. PLACEMENTS

Les placements se composent d'obligations du Canada et des provinces, portant intérêt à des taux effectifs allant de 1,2 % à 4,6 % (taux d'intérêt nominaux allant de 1,8 % à 4,6 %), ainsi que de certificats de placement garanti (CPG) à taux d'intérêt fixes de 1,1 % à 5,1 % (taux d'intérêt nominaux allant de 1,1 % à 5,1 %).

Les échéances des obligations s'échelonnent de décembre 2024 à avril 2028 et celles des CPG de mars 2025 à août 2029; la Société compte détenir ces placements jusqu'à leur échéance. Les valeurs comptables, évaluées au coût amorti et à la juste valeur des placements, sont présentées dans le tableau ci-après.

	Au	
	30 septembre 2024	31 mars 2024
Partie courante	8 669 \$	5 740 \$
Partie non courante	34 079	37 634
Investissements totaux	42 748 \$	43 374 \$

Valeur comptable au coût amorti	Au	
	30 septembre 2024	31 mars 2024
Obligations des provinces	9 368 \$	10 707 \$
Obligations fédérales (note 14)	1 000	1 000
Certificats de placement garanti	32 380	31 667
	42 748 \$	43 374 \$

La juste valeur de ces placements peut être établie à partir : a) des cours (non ajustés) sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques (niveau 1); b) de données d'entrée autres que des cours relevant du niveau 1 qui sont observables directement (c.-à-d. des prix) ou indirectement (c.-à-d. des données dérivées de prix) concernant l'actif ou le passif (niveau 2); c) de données d'entrée sur l'actif ou le passif ne reposant pas sur des données de marché observables (données d'entrée non observables) (niveau 3). La juste valeur des placements n'est pas établie à partir de données cotées sur un marché actif, mais est plutôt déterminée à partir de cours sur un marché hors cote décentralisé, ce qui relève du niveau 2 de la hiérarchie des justes valeurs.

La partie courante des placements est constituée d'instruments échéant à moins d'un an.

Juste valeur	Au	
	30 septembre 2024	31 mars 2024
Obligations des provinces	9 393 \$	10 491 \$
Obligations fédérales (note 14)	1 001	984
Certificats de placement garanti	32 983	31 848
	43 377 \$	43 323 \$

Au 30 septembre 2024					
	Taux d'intérêt effectif	Taux d'intérêt nominal	Moins de 1 an	De 1 à 5 ans	Total
<i>Obligations</i>					
Obligations fédérales (note 14)	1,7 %	1,8 %	1 000 \$	— \$	1 000 \$
Obligations des provinces	1,2 %-4,6 %	2,6 %-4,6 %	2 127	7 241	9 368
Certificats de placement garanti	1,1 %-5,1 %	1,1 %-5,1 %	5 541	26 839	32 380
			8 668 \$	34 080 \$	42 748 \$

7. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les variations liées aux immobilisations corporelles sont présentées dans le tableau suivant.

Coût	Matériel informatique	Mobilier et agencements	Améliorations locatives	Total
Solde au 31 mars 2024	700 \$	1 490 \$	2 773 \$	4 963 \$
Acquisitions	—	34	—	34
Cessions	—	(6)	—	(6)
Solde au 30 septembre 2024	700 \$	1 518 \$	2 773 \$	4 991 \$

Cumul des amortissements				
Solde au 31 mars 2024	637 \$	926 \$	780 \$	2 343 \$
Amortissements	19	98	152	269
Cessions	—	(6)	—	(6)
Solde au 30 septembre 2024	656 \$	1 018 \$	932 \$	2 606 \$

Valeur comptable nette par catégorie d'actifs				
Valeur comptable nette au 31 mars 2024	63 \$	564 \$	1 993 \$	2 620 \$
Valeur comptable nette au 30 septembre 2024	44 \$	500 \$	1 841 \$	2 385 \$

Aucune perte de valeur n'a été observée au titre des immobilisations corporelles.

8. AVANTAGES DU PERSONNEL

Les avantages postérieurs à l'emploi et autres avantages du personnel à long terme représentent l'obligation de la Société relative au coût estimatif des congés de maladie de ses employés, des indemnités versées à certains employés à leur départ à la retraite ainsi que des prestations d'assurance maladie, de soins dentaires et d'assurance-vie du personnel retraité. Ce régime d'avantages sociaux n'est pas capitalisé et ne comporte pas d'actif, ce qui entraîne un déficit du régime qui équivaut à l'obligation au titre des prestations constituées.

Les principales hypothèses actuarielles retenues sont présentées dans les états financiers annuels de l'exercice clos le 31 mars 2024. La dernière évaluation actuarielle de la charge au titre des avantages du personnel remonte au 31 mars 2023. La prochaine évaluation actuarielle est prévue pour mars 2026 ou plus tôt au besoin.

	Au	
	30 septembre 2024	31 mars 2024
Partie courante	858 \$	781 \$
Partie non courante	39 961	38 085
Total des avantages du personnel	40 819 \$	38 866 \$

Suivent les variations de la valeur actualisée de l'obligation au titre des prestations définies de l'exercice :

Solde au 31 mars 2024	38 866 \$
Coût des services rendus au cours de la période	1 225
Intérêts sur la valeur actualisée de l'obligation	1 007
Primes au titre des avantages du personnel	(279)
Solde au 30 septembre 2024	40 819 \$

Les montants comptabilisés dans l'état du résultat et du résultat global intermédiaire résumé de la période à l'égard de ce régime d'avantages sont les suivants :

	Trimestres clos le 30 septembre		Semestres clos le 30 septembre	
	2024	2023	2024	2023
Coût des services rendus au cours de la période	613 \$	554 \$	1 225 \$	1 119 \$
Intérêts sur la valeur actualisée de l'obligation	504	444	1 007	878
Charge au titre des avantages du personnel	1 117 \$	998 \$	2 232 \$	1 997 \$

9. COMPTABILISATION DES PRODUITS

9.1 MÉTHODE COMPTABLE

Il y a comptabilisation de produits à recevoir lorsque, à la date de clôture, la somme facturée pour les services rendus est supérieure aux droits demandés en application de contrats de services à forfait.

9.2 INFORMATION SECTORIELLE ET VENTILÉE SUR LES PRODUITS

Pour l'analyse des résultats de la Société, la direction considère les produits (horaires ou forfaitaires) par région, par secteur d'activité et par type de marché. Les tableaux ci-après ventilent l'information sur les produits par source principale et par région :

Trimestre clos le 30 septembre 2024							
Secteur d'activité							
Région	Gestion des marchés	Gestion des projets et des programmes	Soutien technique en matière de biens immobiliers	Passation de marchés	Soutien technique en matière de construction	Soutien technique en matière d'environnement	Total des produits, par région
Atlantique	3 012 \$	1 192 \$	441 \$	513 \$	729 \$	808 \$	6 695 \$
Québec	3 037	1 339	672	481	476	594	6 599
Capitale nationale	3 162	4 748	1 762	131	179	612	10 594
Ontario	3 885	1 352	1 177	778	1 349	890	9 431
Ouest	3 841	1 354	674	788	462	208	7 327
Pacifique	2 531	1 211	299	472	197	518	5 228
Siège social	86	20	289	516	445	—	1 356
Total des produits, par secteur d'activité	19 554 \$	11 216 \$	5 314 \$	3 679 \$	3 837 \$	3 630 \$	47 230 \$

Trimestre clos le 30 septembre 2023							
Secteur d'activité							
Région	Gestion des marchés	Gestion des projets et des programmes	Soutien technique en matière de biens immobiliers	Passation de marchés	Soutien technique en matière de construction	Soutien technique en matière d'environnement	Total des produits, par région
Atlantique	2 718 \$	1 049 \$	418 \$	485 \$	510 \$	926 \$	6 106 \$
Québec	2 865	1 308	612	442	441	479	6 147
Capitale nationale	2 444	4 421	1 785	154	180	434	9 418
Ontario	3 787	1 407	1 086	662	1 239	782	8 963
Ouest	3 602	1 412	515	767	319	283	6 898
Pacifique	2 424	1 097	315	343	212	403	4 794
Siège social	52	23	133	514	323	—	1 045
Total des produits, par secteur d'activité	17 892 \$	10 717 \$	4 864 \$	3 367 \$	3 224 \$	3 307 \$	43 371 \$

Semestre clos le 30 septembre 2024

Secteur d'activité

Région	Gestion des marchés	Gestion des projets et des programmes	Soutien technique en matière de biens immobiliers	Passation de marchés	Soutien technique en matière de construction	Soutien technique en matière d'environnement	Total des produits, par région
Atlantique	6 111 \$	2 618 \$	957 \$	1 057 \$	1 372 \$	1 712 \$	13 827 \$
Québec	6 552	2 994	1 442	1 034	1 131	1 224	14 377
Capitale nationale	6 287	9 959	3 717	282	353	1 261	21 859
Ontario	8 072	2 928	2 492	1 553	2 764	1 839	19 648
Ouest	7 749	2 866	1 423	1 645	955	456	15 094
Pacifique	5 408	2 601	703	854	448	985	10 999
Siège social	128	45	498	1 091	958	—	2 720
Total des produits, par secteur d'activité	40 307 \$	24 011 \$	11 232 \$	7 516 \$	7 981 \$	7 477 \$	98 524 \$

Semestre clos le 30 septembre 2023

Secteur d'activité

Région	Gestion des marchés	Gestion des projets et des programmes	Soutien technique en matière de biens immobiliers	Passation de marchés	Soutien technique en matière de construction	Soutien technique en matière d'environnement	Total des produits, par région
Atlantique	5 417 \$	2 258 \$	1 019 \$	1 073 \$	1 015 \$	1 820 \$	12 602 \$
Québec	6 177	2 769	1 260	912	879	1 079	13 076
Capitale nationale	4 754	8 629	3 628	301	342	887	18 541
Ontario	8 318	2 909	1 944	1 316	2 263	1 547	18 297
Ouest	7 133	3 055	1 076	1 580	586	569	13 999
Pacifique	5 286	2 360	619	696	399	746	10 106
Siège social	133	73	273	1 039	799	—	2 317
Total des produits, par secteur d'activité	37 218 \$	22 053 \$	9 819 \$	6 917 \$	6 283 \$	6 648 \$	88 938 \$

Les tableaux ci-après ventilent l'information sur les produits par région et par type de marché.

Produits horaires	Trimestres clos le 30 septembre		Semestres clos le 30 septembre	
	2024	2023	2024	2023
Région				
Atlantique	2 052 \$	1 507 \$	4 005 \$	2 794 \$
Québec	2 450	1 941	4 933	4 135
Capitale nationale	8 884	8 014	18 284	15 794
Ontario	2 985	2 214	5 836	4 362
Ouest	1 778	1 311	3 430	2 595
Pacifique	1 561	1 171	3 138	2 502
Siège social	874	647	1 750	1 471
Total des produits horaires	20 584 \$	16 805 \$	41 376 \$	33 653 \$

Produits forfaitaires	Trimestres clos le 30 septembre		Semestres clos le 30 septembre	
	2024	2023	2024	2023
Région				
Atlantique	4 643 \$	4 599 \$	9 822 \$	9 808 \$
Québec	4 149	4 206	9 444	8 941
Capitale nationale	1 710	1 404	3 575	2 747
Ontario	6 446	6 749	13 812	13 935
Ouest	5 549	5 587	11 664	11 404
Pacifique	3 667	3 623	7 861	7 604
Siège social	482	398	970	846
Total des produits forfaitaires	26 646 \$	26 566 \$	57 148 \$	55 285 \$
Produits totaux	47 230 \$	43 371 \$	98 524 \$	88 938 \$

Au 30 septembre 2024, des produits comptabilisés d'avance totalisant 3 417 \$ (920 \$ au 31 mars 2024) se rapportaient à des obligations de prestation n'ayant pas encore été satisfaites. La direction s'attend à ce que le solde soit comptabilisé en produits d'ici le 31 mars 2025. Les variations des produits différés pour la période de trois mois sont présentées dans le tableau suivant :

	30 septembre 2024	31 mars 2024
Solde à l'ouverture de la période	920 \$	1 299 \$
Comptabilisation des produits comptabilisés d'avance	(216)	(749)
Montants facturés et produits comptabilisés d'avance	2 713	370
Solde à la clôture de la période	3 417 \$	920 \$

10. CHARGES OPÉRATIONNELLES ET FRAIS D'ADMINISTRATION

Les charges opérationnelles et frais d'administration pour l'exercice sont présentés dans le tableau suivant :

	Trimestre clos le 30 septembre		Semestre clos le 30 septembre	
	2024	2023	2024	2023
Services infonuagiques	605 \$	572 \$	1 150 \$	1 122 \$
Entretien de logiciels	502	472	1 019	919
Services professionnels	399	383	989	824
Location de matériel	342	262	623	472
Formation et perfectionnement des employés	318	325	761	674
Charges opérationnelles liées aux installations louées	213	244	507	514
Téléphonie et communications de données	177	170	324	335
Services, fournitures et matériel de bureau	152	159	316	308
Déplacements	149	156	330	370
Services et communications clients	128	118	241	217
Réinstallation de personnel	99	80	125	109
Recrutement	73	75	168	217
Mobilier et équipement	59	221	83	251
Accueil	48	40	134	104
Matériel informatique	44	71	60	87
Abonnements et adhésions	29	33	60	58
Autres	14	17	22	23
Poste et transport de marchandises	10	12	15	17
Améliorations locatives	4	—	4	—
Logiciels	1	37	71	103
Total des charges opérationnelles et frais d'administration	3 366 \$	3 447 \$	7 002 \$	6 724 \$

11. RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES SUR LES FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT

	Trimestre clos le 30 septembre		Semestre clos le 30 septembre	
	2024	2023	2024	2023
Produit d'intérêts sur les placements	388 \$	328 \$	765 \$	620 \$
Produit d'intérêts sur les dépôts bancaires	364 \$	318 \$	778 \$	592 \$
Charges d'intérêts sur les obligations locatives	65 \$	64 \$	132 \$	116 \$
Acquisition d'immobilisations corporelles non payée	— \$	(155) \$	— \$	69 \$

12. INSTRUMENTS FINANCIERS ET GESTION DES RISQUES CONNEXES

12.1 RISQUE DE CRÉDIT

Le risque de crédit est le risque qu'une partie à un instrument financier ne s'acquitte pas de ses obligations au titre de cet instrument financier. La valeur comptable des actifs financiers exposés au risque de crédit était de 113 773 \$ au 30 septembre 2024 (106 629 \$ au 31 mars 2024) et représentait l'exposition maximale de la Société au risque de crédit.

Comme la Société n'a pas recours à des dérivés de crédit ni à des instruments similaires pour atténuer ce risque, le risque maximal équivaut à la pleine valeur comptable ou nominale de l'actif financier. La Société cherche à atténuer le plus possible le risque de crédit lié à la trésorerie en ne déposant ses fonds qu'auprès d'établissements financiers de bonne réputation et de grande qualité.

La Société n'est pas vraiment exposée au risque de crédit lié à ses créances clients, étant donné qu'elles sont toutes exigibles de ministères du gouvernement du Canada. Elle est exposée à un risque de concentration des créances clients avec le MDN, tel que décrit à la note 14. Compte tenu des taux de défaut de paiement observés dans le passé et de l'analyse chronologique des créances, la Société croit qu'il n'y a pas lieu de calculer les pertes de crédit attendues.

Les autres actifs sont formés des soldes d'avances sur frais de déplacement consentis à des membres du personnel et de prêts aux employés pour l'achat d'ordinateurs. Les charges payées d'avance ne sont pas incorporées aux autres actifs.

Le tableau suivant indique la juste valeur par le biais du résultat net (JVRN) des actifs financiers assujettis au risque de crédit.

	Au 30 septembre 2024		
	Juste valeur par le biais du résultat net	Coût amorti	Valeur comptable totale
Trésorerie et équivalents de trésorerie	31 372 \$	— \$	31 372 \$
Placements	—	42 748	42 748
Créances clients	—	36 628	36 628
Autres créances	—	3 020	3 020
Autres actifs	—	5	5
Total des actifs financiers	31 372 \$	82 401 \$	113 773 \$

	Au 31 mars 2024		
	Juste valeur par le biais du résultat net	Coût amorti	Valeur comptable totale
Trésorerie et équivalents de trésorerie	26 169 \$	— \$	26 169 \$
Placements	—	43 374	43 374
Créances clients	—	35 194	35 194
Autres créances	—	1 887	1 887
Autres actifs	—	5	5
Total des actifs financiers	26 169 \$	80 460 \$	106 629 \$

12.2 RISQUE DE LIQUIDITÉ

Le risque de liquidité est le risque qu'une entité éprouve des difficultés à s'acquitter de ses obligations financières. La valeur comptable des passifs financiers au titre des fournisseurs et dettes diverses se chiffrait à 13 768 \$ au 30 septembre 2024 (13 469 \$ au 31 mars 2024) et était égale aux flux de trésorerie contractuels représentant l'exposition maximale de la Société. La Société gère son risque de liquidité en contrôlant et gérant ses flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles ainsi qu'aux activités d'investissement prévues. Le risque de liquidité est faible, étant donné que la Société n'a aucun instrument de créance et qu'elle tire ses flux de trésorerie des services qu'elle fournit au gouvernement du Canada. Tous les fournisseurs et dettes diverses arrivent à échéance en moins de six mois. Les fournisseurs et dettes diverses comprennent les soldes dus aux fournisseurs. Les taxes à la consommation à payer et les congés et heures supplémentaires à payer ne sont pas compris dans les fournisseurs et dettes diverses. De plus, au 30 septembre 2024, les actifs financiers de la Société ont dépassé ses passifs financiers de 100 005 \$ (93 160 \$ le 31 mars 2024).

Les passifs financiers de la Société, compte tenu des paiements d'intérêts estimés, devaient arriver à échéance entièrement au plus tard dans un délai de six mois ou moins au 30 septembre 2024.

12.3 RISQUE DE MARCHÉ

Le risque de marché est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations des cours du marché. Le risque de marché comprend trois types de risque : le risque de change, le risque de taux d'intérêt et l'autre risque de prix. De par leur nature et leurs caractéristiques sous-jacentes, les actifs et passifs financiers de la Société ne sont pas exposés aux fluctuations du risque de change ou de l'autre risque de prix.

La Société s'expose aux fluctuations des taux d'intérêt sur ses placements. Au 30 septembre 2024, tous les placements (42 748 \$) étaient constitués d'instruments à taux fixe (43 374 \$ au 31 mars 2024). Des fluctuations des taux d'intérêt pourraient se répercuter sur la juste valeur de ces instruments. La direction compte néanmoins les détenir jusqu'à leur échéance. La Société a établi que le risque de marché à cet égard était négligeable.

13. CONTRATS DE LOCATION

13.1 ACTIFS AU TITRE DE DROITS D'UTILISATION

Les actifs au titre de droits d'utilisation de la Société comprennent des locaux à bureaux et des installations pour le matériel informatique (entrepôt de données). La Société a tenu compte des options de prolongation dans les évaluations de ses obligations locatives lorsqu'il était raisonnablement certain qu'elle allait les exercer.

Les variations des actifs au titre de droits d'utilisation sont présentées dans le tableau suivant :

	Location de locaux à bureaux	Location d'entrepôts de données	Total
Solde au 31 mars 2024	6 239 \$	255 \$	6 494 \$
Modifications	(103)	—	(103)
Amortissements	(547)	(61)	(608)
Solde au 30 septembre 2024	5 589 \$	194 \$	5 783 \$

13.2 OBLIGATIONS LOCATIVES

	Au	
	30 septembre 2024	31 mars 2024
Partie courante	784 \$	973 \$
Partie non courante	5 896	6 268
Total des obligations locatives	6 680 \$	7 241 \$

Solde au 31 mars 2024	7 241 \$
Modifications	(103)
Paielements	(590)
Charges d'intérêts	132
Solde au 30 septembre 2024	6 680 \$

Le tableau ci-après présente les flux de trésorerie contractuels non actualisés liés aux obligations locatives au 30 septembre 2024.

Un an ou moins	1 001 \$
De un à deux ans	785 \$
De deux à cinq ans	2 223 \$
Plus de cinq ans	3 928 \$
Total	7 937 \$

Le tableau suivant indique la répartition des paiements de location pour les périodes closes le 30 septembre 2024. Les paiements de location variables comprennent les montants pour les coûts d'exploitation, les taxes foncières et l'assurance. Il n'y a pas eu de charges liées à des contrats de location à court terme, et les charges relatives aux contrats de location d'actifs de faible valeur sont négligeables.

	Trimestres clos le 30 septembre		Semestres clos le 30 septembre	
	2024	2023	2024	2023
Paielements de loyer variables	213 \$	244 \$	507 \$	514 \$
Total des sorties de trésorerie pour contrats de location	504 \$	643 \$	1 097 \$	1 286 \$
Remboursement du principal des obligations locatives	226 \$	335 \$	458 \$	656 \$

14. TRANSACTIONS ET SOLDES AVEC DES PARTIES LIÉES

La Société est liée à tous les ministères, organismes et sociétés d'État du gouvernement du Canada selon le principe de la propriété commune. La Société conclut des transactions avec ces entités dans le cours normal des activités s'inscrivant dans son mandat. Ces transactions sont évaluées à la juste valeur, c'est-à-dire au montant réel de la contrepartie donnée ou reçue pour les services fournis. Les produits que la Société a tirés de ses services facturés au cours du deuxième trimestre se chiffrent à 47 230 \$ comparativement à 43 371 \$ au cours de la même période en 2023-2024; ces produits proviennent des services fournis à des entités appartenant au gouvernement du Canada. Pour l'exercice à ce jour, ces produits totalisent 98 524 \$, contre 88 938 \$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Les créances et les dettes des parties liées qui sont incluses dans les créances clients et les fournisseurs et dettes diverses, respectivement, figurent dans le tableau suivant :

	Au	
	30 septembre 2024	31 mars 2024
Créances :		
Ministère de la Défense nationale (MDN)	34 914 \$	32 955 \$
Agence de logement des Forces canadiennes	2 107	1 844
Centre de la sécurité des télécommunications	514	361
Services partagés Canada	38	34
	37 573 \$	35 194 \$
Dettes :		
Services publics et Approvisionnement Canada	2 092	113
Agence du revenu du Canada	1 225	—
Ministère de la Justice du Canada	91	32
Emploi et Développement social Canada	56	—
Services partagés Canada	—	2
	3 464 \$	147 \$

La Société a engagé des charges à l'égard d'autres ministères du gouvernement du Canada. Ces transactions ont totalisé 156 \$ pour le deuxième trimestre, contre 187 \$ pour la période correspondante de 2023-2024. Les transactions ont totalisé 280 \$ pour le cumul depuis le début de l'exercice, contre 481 \$ pour la période correspondante de 2023-2024. Parmi ces charges, la Société a recouvré 143 \$ des clients-partenaires au deuxième trimestre et 263 \$ pour le cumul depuis le début de l'exercice.

Conformément au protocole d'entente conclu entre le MDN et la Société, le MDN doit fournir sans frais des locaux à bureaux au personnel de la Société assurant la prestation de services dans les bases et au sein des escadres du MDN et à d'autres emplacements. Lorsque de tels locaux ne sont pas fournis ou que le personnel de la Société assurant la prestation des services ne peut occuper des installations du MDN, la Société recouvre ses frais de logement sous forme de décaissements remboursables ou à même le tarif horaire fixé pour les services fournis.

Le 2 mars 2022, la Société a racheté une obligation de 1 002 \$ émise par la Société canadienne d'hypothèques et de logement. La valeur comptable de l'obligation est de 1 000 \$ au 30 septembre 2024. Au 31 mars 2024, la valeur comptable était de 1 000 \$. La Société a réalisé des produits financiers de 4 \$ sur l'obligation au deuxième trimestre et de 9 \$ pour l'exercice à ce jour, cohérents avec ceux réalisés au cours de la même période de 2023-2024.

15. PASSIFS ÉVENTUELS

Le nombre et la valeur des actions en justice intentées à l'encontre de la Société aux termes de dispositions contractuelles illustrent bien les efforts qu'elle déploie pour régler les différends contractuels. Au 30 septembre 2024, 14 réclamations étaient en cours, pour une valeur de 17 850 \$. Celles-ci étaient liées à des marchés que CDC avait mis en place pour le compte de ses clients-partenaires. Au 31 mars 2024, 12 réclamations étaient en cours, pour une valeur de 10 659 \$.

Conformément au protocole d'entente passé avec la Société, le MDN assume les risques juridiques et financiers associés aux réclamations qui découlent de marchés intervenus entre des tiers et la Société. Aussi n'encourt-elle aucun risque financier associé au règlement de ces réclamations contractuelles et n'a-t-elle donc pas jugé opportun de constituer une provision pour litiges dans ses états financiers.